

Art. 7. § 1er. L'Exécutif flamand déclare les emplois d'attaché communautaire vacants et lance un appel aux candidats au moyen d'un avis au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne :

- les emplois vacants;
- l'analyse de fonction;
- le rayon d'action et la résidence;
- les conditions d'admission;
- le délai et les modalités pour l'introduction des candidatures ainsi que les documents à produire.

Les conditions d'admission susmentionnées sont les suivantes :

- être belge ou ressortissant d'un des autres pays membres de la Communauté européenne;
- être des conduite irréprochable;
- jouir des droits civils et politiques;
- satisfaire aux lois sur la milice;
- avoir l'aptitude physique;
- être porteur d'un des diplômes donnant accès aux emplois de niveau 1 au Ministère de la Communauté flamande.

§ 2. Seules les candidatures envoyées par lettre recommandée dans les quinze jours prenant cours le 1er jour ouvrable suivant la publication au *Moniteur belge*, sont valables. La date du cachet de la poste fait foi de date d'introduction.

Art. 8. Les membres du personnel qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont en fonction au Ministère de la Communauté flamande comme attaché communautaire, sont dispensés de la procédure de recrutement visée aux articles 6 et 7, à condition que leurs activités soient favorablement évaluées par l'administration citée à l'article 1er, § 1er.

Art. 9. Le Président de l'Exécutif flamand et le Ministre communautaire des Affaires intérieures sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 décembre 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 560

(S-C — 20042)

18 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif relatif aux investissements universitaires

L'Exécutif de la Communauté française,

- Vu l'article 59bis de la Constitution;
- Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par celle du 8 août 1988;
- Vu la loi spéciale du 18 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions;
- Vu le décret du 15 octobre 1991 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992, spécialement en ses articles 18 et 21;
- Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 30 septembre 1991;
- Vu l'accord du Ministre du budget en date du 4 novembre 1991;
- Vu la délibération de l'Exécutif en date du 4 novembre 1991;
- Sur la proposition du Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique;

Arrête :

Article 1er. L'emprunt prévu à l'article 21 du décret du 15 octobre 1991 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992 est réparti :

a) à concurrence d'un montant de quatre milliards sept cents millions à affecter aux opérations immobilières nécessaires à la poursuite des programmes de transfert, aux extensions et constructions des institutions universitaires;

b) à concurrence d'un montant de un milliard huit cents millions à affecter aux opérations de transformation, modernisation et réparations importantes des installations immobilières des institutions universitaires, réparti entre elles selon un système de normes de surfaces par étudiant, pondérées par orientation d'études.

Art. 2. Les montants de l'emprunt visés à l'article premier sont répartis de la manière suivante entre les institutions universitaires (en millions de francs) :

	article 1er a)	article 1er b)	total
Université de Liège	2 470	383	2 853
Université libre de Bruxelles	1 175	461	1 636
Université Catholique de Louvain	618	585	1 203
Université Mons-Hainaut	225	62	287
Facultés N.D. de la Paix à Namur	147	131	278
Faculté polytechnique de Mons	65	84	149
Faculté agronomique de Gembloux		57	57
Faculté universitaire catholique de Mons		20	20
Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles		16	16

Art. 3. Toute modification dans la répartition de la dotation de chacune des institutions doit être approuvée par l'Exécutif.

Art. 4. Le montant total alloué à chaque institution sera versé, dans les trente jours de la souscription de l'emprunt, sous forme d'une dotation unique, à un compte spécial ouvert dans la comptabilité du Patrimoine de l'institution concernée.

Art. 5. Les montants portés au compte spécial visé à l'article 4 doivent être affectés à des opérations d'acquisition, de construction, d'extension, de transformation, de modernisation ou de réparations importantes d'installations immobilières destinées à l'enseignement, la recherche et l'administration dans l'institution universitaire concernée.

L'Exécutif détermine les conditions auxquelles les opérations visées au présent article doivent répondre.

Art. 6. § 1er. Les institutions universitaires disposent de la plénitude de l'exercice du droit de propriété à l'égard de leurs immeubles, notamment en ce qui concerne la vente ou la concession de droits réels.

§ 2. L'accord des ministres concernés, prévu dans les conventions de prêt passées entre une université libre et un organisme financier, n'est plus requis en cas de vente.

Art. 7. § 1er. Le produit de la valorisation des fonds du compte spécial visé à l'article 4 est versé à ce compte.

§ 2. Il en est de même du produit net des aliénations ou concessions de droits réels lorsque ces opérations concernent :

- a) soit un bien immeuble dont la propriété a été transférée par l'Etat ou par la Communauté;
- b) soit un bien immeuble acquis, construit, transformé ou modernisé entièrement ou partiellement, au moyen de crédits ou de subsides de l'Etat ou de la Communauté;
- c) soit un bien immeuble acquis, construit, transformé ou modernisé entièrement ou partiellement grâce à un emprunt garanti par l'Etat ou par la Communauté;

§ 3. Lorsqu'une des opérations visées au § 1er concerne des biens qui ont été construits ou acquis grâce à des subventions allouées par l'Etat ou la Communauté ou grâce à des prêts accordés ou garantis par eux, en faveur des homes ou restaurants d'étudiants, le produit net de l'opération est soit versé sur le compte spécial visé à l'article 4, soit affecté à la construction, à l'acquisition, à la transformation, à la modernisation ou aux réparations importantes des restaurants et homes pour étudiants.

Art. 8. Les opérations visées à l'article 5 sont soumises aux lois et règlements relatifs aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Art. 9. Les opérations visées aux articles 5 et 7 sont soumises au contrôle du commissaire ou du délégué de l'Exécutif ainsi qu'à celui du délégué du Ministre du Budget respectivement nommés auprès de l'institution concernée conformément au titre III de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires telle que modifiée par le décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires.

Art. 10. Aux comptes annuels de chaque institution universitaire est joint un inventaire de tous ses biens immobiliers, avec mention de leur affectation.

Art. 11. Les dispositions des articles 3 à 10 sont également applicables au crédit de l'article 60.57.A du décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté pour l'année budgétaire 1991.

Art. 12. Tout moyen financier nouveau affecté aux opérations de transformation, de modernisation et de réparations importantes d'installations immobilières destinées à l'enseignement, la recherche et l'administration sera réparti entre toutes les institutions universitaires selon des règles à déterminer par un arrêté délibéré en Exécutif.

La répartition visée à l'alinéa premier est fixée par un arrêté délibéré en Exécutif.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets à la date d'entrée en vigueur du décret du 15 octobre 1991 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992, spécialement en ses articles 16 et 21.

Bruxelles, le 16 novembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 92 — 500

[S-C — 28042]

18 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Executieve betreffende de universitaire investeringen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

- Gelet op artikel 50bis van de Grondwet;
 Gelet op de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen, dd. 8 augustus 1980, gewijzigd bij die van 8 augustus 1988;
 Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1988 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;
 Gelet op het decreet van 15 oktober 1991 waarbij voorlopige kredieten geopend worden die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992, inz. de artikel 16 en 21;
 Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 30 september 1991;
 Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 4 november 1991;
 Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 4 november 1991;
 Gelet op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

Artikel 1. De leningen bedoeld in artikel 21 van het decreet van 15 oktober 1991, waarbij voorlopige kredieten geopend worden die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992, worden verdeeld naar rata van :

- a) vier miljard zevenhonderd miljoen voor de onroerende verrichtingen, vereist voor de voortzetting van de programma's inzake overheveling, uitbreiding en nieuwbouw van de universitaire instellingen;
 b) één miljard achthonderd miljoen voor de verbouwing, de modernisering en de belangrijke herstellingen van onroerende installaties van de universitaire instellingen, waaronder dit bedrag verdeeld wordt volgens een stelsel van oppervlakte per student, met een wegingscoëfficiënt per studierichting.

Art. 2. De bedragen van de in artikel 1 bedoelde lening worden als volgt verdeeld onder de universitaire instellingen (in miljoenen franken) :

	artikel 1 a)	artikel 1 b)	totaal
Université de Liège	2 470	363	2 833
Université libre de Bruxelles	1 175	461	1 636
Université Catholique de Louvain	618	585	1 203
Université Mons-Hainaut	225	62	287
Facultés N.D. de la Paix à Namur	147	131	278
Faculté polytechnique de Mons	65	84	149
Faculté agronomique de Gembloux		57	57
Faculté universitaire catholique de Mons		20	20
Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles		16	16

Art. 3. Elke wijziging van de verdeling van de dotatie van elke instelling moet door de Executieve goedgekeurd worden.

Art. 4. Het aan elke instelling toegekende totaal bedrag zal binnen de 30 dagen na het sluiten van de lening als eenmalige dotatie gestort worden op een bijzondere rekening in de boekhouding van het eigen vermogen van de betrokken instelling.

Art. 5. De bedragen op de bijzondere rekening, bedoeld in artikel 4, moeten aangewend worden voor de aankoop, bouw, uitbreiding, verbouwing, modernisering of belangrijke herstellingen van onroerende installaties voor onderwijs, onderzoek en administratie in de betrokken universitaire instelling. De Executieve bepaalt, aan welke voorwaarden de in dit artikel bedoelde verplichtingen moeten voldoen.

Art. 6. § 1. De universitaire instellingen beschikken over de volle uitoefening van het eigendomsrecht over hun onroerende goederen o.m. inzake de verkoop of concessie van zakelijke rechten.

§ 2. Het in de leencontracten tussen een vrije universiteit en een financiële instelling bedoelde akkoord van de betrokken ministers is niet meer vereist voor een verkoop.

Art. 7. § 1. De opbrengst van de valorisatie van de gelden op de in artikel 4 bedoelde bijzondere rekening wordt op die rekening gestort.

§ 2. Hetzelfde geldt voor de netto-opbrengst van de vervreemding of concessie van zakelijke rechten wanneer de verrichtingen betrekking hebben op een onroerend goed :

- a) waarvan de eigendom overgedragen werd door de Staat of de Gemeenschap;
 b) dat met kredieten of toelagen van de Staat of de Gemeenschap geheel of gedeeltelijk gekocht, gebouwd, verbouwd of gemoderniseerd werd ;
 c) dat met een door de Staat of de Gemeenschap gewaarborgde lening geheel of gedeeltelijk gekocht, gebouwd, verbouwd of gemoderniseerd werd.

§ 3. Wanneer een van de in § 1 bedoelde verrichtingen goederen betreft die gekocht of gebouwd werden met toelagen die de Staat of de Gemeenschap toegekend heeft of met een lening die ze toegekend of gewaarborgd hebben, ten gunste van de tehuizen of restaurants voor studenten, wordt de netto-opbrengst van de verrichting op de in artikel 4 bedoelde bijzondere rekening gestort of gebruikt voor de bouw, aankoop, verbouwing, modernisering of belangrijke herstellingen van de restaurants en tehuizen voor studenten.

Art. 8. Voor de in artikel 5 bedoelde verrichtingen gelden de wetten en reglementen betreffende de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten.

Art. 9. De in de artikel 5 en 7 bedoelde verrichtingen staan onder het toezicht van de commissaris of afgevaardigde van de Executieve en van de afgevaardigde van de Minister van Begroting resp. benoemd bij de betrokken instelling overeenkomstig titel III van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij het decreet van 12 juli 1991 betreffende de controle over de universitaire instellingen.

Art. 10. Bij de jaarrekeningen van elke universitaire instelling wordt een inventaris gevoegd van al haar onroerende goederen, met vermelding van hun bestemming.

Art. 11. De artikelen 3 t/m 10 zijn ook toepasselijk op de gelden, beschikbaar op artikel 60.57.A van het decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991.

Art. 12. Alle nieuwe financiële middelen aangewend voor de verbouwing, modernisering en belangrijke herstellingen van onroerende goederen bestemd voor onderwijs, onderzoek en administratie, moeten verdeeld worden onder alle universitaire instellingen volgens regels, bepaald bij een in de Executieve overlegd besluit.

De in het eerste lid bedoelde verdeling wordt bepaald bij een in de Executieve overlegd besluit.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking op de datum van inwerkingtreding van het decreet van 15 oktober 1991 waarbij voorlopige kredieten geopend worden, die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992, inz. de artikel 16 en 21.

Brussel, 18 november 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

F. 92 — 561

[S-C — 29053]

**18 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
régulant l'organisation et le fonctionnement des jurys
d'enseignement universitaire de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 40 des lois coordonnées le 31 décembre 1949 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, tel que modifié à ce jour;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu le décret du 19 juillet 1991 relatif à la réforme des jurys d'enseignement universitaires de la Communauté française, notamment l'article 8, chapitre 6;

Considérant qu'il y a lieu d'organiser d'urgence, à partir de l'année académique 1991-1992, les jurys de la Communauté française prévus par le décret du 19 juillet 1991 précité;

Vu la délibération de l'Exécutif en date du 4 novembre 1991,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Composition, nomination, compétence

Article 1er. Il est constitué des jurys d'enseignement universitaire de la Communauté française pour tous les grades académiques légaux, à l'exception des grades de docteur en philosophie et lettres, de docteur en droit, de docteur en sciences et d'agrégé de l'enseignement supérieur.

Art. 2. Il est constitué autant de jurys qu'il y a d'universités et d'établissements assimilés dont les récipiendaires ont choisi le programme.

Art. 3. Chaque jury est divisé en autant de sections qu'il y a de grades en vue desquels des inscriptions ont été prises.

Chaque jury comprend :

1° un président qui assume également la présidence d'une ou de plusieurs sections;

2° des présidents suppléants chargés d'assumer la présidence des autres sections;

L'un des présidents suppléants remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement.

3° des membres effectifs et des membres suppléants.

Art. 4. Les présidents, les présidents suppléants, les membres effectifs et les membres suppléants sont nommés, sur proposition des universités et des établissements assimilés, par le Ministre, et ceci dès le début de l'année académique. Ils sont identiques pour les deux sessions.

Art. 5. Dans chaque section, le président ou le président suppléant désigne un secrétaire parmi les membres effectifs ou les membres suppléants.

Art. 6. La composition des jurys d'enseignement universitaire de la Communauté française est identique à celle des jurys fonctionnant au sein des universités et des établissements assimilés.

Art. 7. Les présidents et présidents suppléants veillent à l'exécution de la loi et à la régularité des examens; ils président aux délibérations et ont la police des séances.

Les secrétaires tiennent les écritures et rédigent les procès-verbaux des séances.

Art. 8. Nul ne peut faire subir l'examen ni prendre part à la délibération lorsque le récipiendaire est son conjoint, un parent ou un allié jusque et y compris le quatrième degré.